

l'Europe a été largement évoqué. L'appui de la France à des relations plus étroites entre le Canada et la Communauté a été assuré. Pourtant la forme que pourra prendre ce rapprochement est discutée.

Le Canada a suggéré un accord commercial avec les Neuf, basé sur la clause de la nation la plus favorisée et sur une réaffirmation des dispositions du GATT, qui prévoirait des consultations. Outre les tarifs douaniers et les restrictions quantitatives, l'accord suggéré par le gouvernement canadien aurait pu porter sur les taxes intérieures, les évaluations en douane, l'expédition directe.

Soucieuse de tenir les engagements du Sommet européen de Paris qui avait promis aux Canadiens «*un dialogue constructif*», la Communauté témoigne, au stade actuel, d'un certain embarras. A quoi bon, demande la Commission, prévoir par contrat des consultations qui fonctionnent fort bien sans contrat? A quoi bon reprendre des dispositions qui obligent déjà aussi bien la Communauté que le Canada dans le cadre du GATT? Cela aurait plus d'inconvénient que d'avantages si les dispositions du GATT venaient à évoluer ou si l'accord bilatéral devenait une sorte d'instance d'appel pour des décisions prises au GATT.

La Communauté a de nombreux accords avec des pays moins développés qu'elle mais ce n'est évidemment pas le cas du Canada. Elle ne sait pas encore comment se lier dans un cadre bilatéral avec d'autres pays industriels.

Ce que voudrait la Commission européenne, c'est traiter avec les Canadiens des thèmes nouveaux et bien plus intéressants: garanties d'accès aux fournitures de matières premières et d'énergie, encouragement aux investissements réciproques et, surtout, promotion de la coopération industrielle et technologique. Mais la difficulté c'est que l'intérêt même de ces questions a beaucoup retardé les décisions de la Communauté en ces matières. La question reste ouverte.

Le Proche-Orient et l'énergie

Les points sur lesquels la pensée politique internationale de M. Giscard d'Estaing est le plus précise, c'est l'énergie et le Proche-Orient.

Sur l'énergie, c'est la politique de Georges Pompidou et de Michel Jobert qui continue contre celle d'Henry Kissinger. Les Américains n'ont pas caché leur désir de prendre la tête de la coopération internationale rendue nécessaire par la crise de l'énergie. Ils l'ont fait en convoquant à Washington la Conférence de février

1974 qui rassemblait les principaux pays consommateurs.

La thèse française fut et reste que traiter le problème d'abord entre pays consommateurs c'est le poser en termes d'affrontement entre producteurs et consommateurs. Le traiter entre grands pays consommateurs c'est risquer de laisser au second plan le fait que les victimes les plus durement touchées, et de beaucoup, furent les pays en voie de développement qui n'ont pas de matières premières. Enfin le traiter sous le leadership américain, c'est risquer d'oublier que les problèmes sont radicalement différents pour les États-Unis et pour l'Europe. Comme le disait au président Ford un député du Parlement européen, M. Cousté: «*Vous produisez 85 p. cent de votre pétrole et il vous en manque 15 p. cent. Pour nous, la proportion est inverse. Vous pouvez risquer l'affrontement, pas nous.*»

C'est ce qui explique qu'avant la rencontre de la Martinique, M. Giscard d'Estaing ait proposé une conférence tripartite sur ce problème et qu'il cherchait dans le monde des appuis à sa thèse, qu'il ait refusé de signer l'accord des Douze sur la répartition du pétrole alors que tous ses partenaires de la Communauté l'ont fait.

C'est peut-être la question palestinienne qui passionne le plus le nouveau président de la France. Un de ses interlocuteurs m'a affirmé qu'il n'a qu'une carte dans son bureau, celle du Proche-Orient et qu'il s'en sert pour expliquer son point de vue sur les Palestiniens. Il estime qu'il s'agit d'un peuple. Or, dit-il «*l'aspiration naturelle d'un peuple, c'est de disposer d'une patrie*».

C'est lui, personnellement, qui a décidé que la France voterait pour la présence des Palestiniens au débat à l'ONU alors que ses partenaires de la Communauté, dont la plupart se sont abstenus, demandaient à la France de s'abstenir aussi pour que la Communauté puisse parler — ou se taire — d'une seule voix.

Pour V. Giscard d'Estaing, une solution acceptable aux revendications des Palestiniens est la voie nécessaire vers la fin du terrorisme, vers une paix durable au Proche-Orient et vers la réconciliation entre la France et Israël.

Une garantie pour les puissances non atomiques?

En conférence de presse, j'ai posé au président cette question difficile: «*Notre génération a fait de prodigieux progrès dans l'art d'anéantir les hommes. Si nous n'avons rien fait d'efficace pour contenir la course aux armements, nos descendants*